

En 30 ans, l'économie régionale se tertiarise, sans perdre ses secteurs d'activité traditionnels

Insee Analyses Centre-Val de Loire • n° 77 • juillet 2021



Fin 2019, la région Centre-Val de Loire comptabilise un million d'emplois, soit 3,6 % des effectifs de France métropolitaine. En trente ans, l'industrie et l'agriculture perdent beaucoup d'emplois tandis que le tertiaire en crée de nombreux, favorisant ainsi la tertiarisation du tissu productif. Néanmoins l'industrie, et dans une moindre mesure l'agriculture, conserve une part plus importante dans l'emploi régional qu'au niveau national. Depuis les années 2000, la croissance de l'emploi marque le pas dans la région, principalement en raison d'un moindre dynamisme des créations d'emplois dans le tertiaire. Des spécialités industrielles comme la pharmacie, la cosmétique, la fabrication de produits en caoutchouc ou plastiques et l'industrie du cuir poursuivent leur développement. Après une chute constante du non-salariat due au transfert des « indépendants traditionnels » (travailleurs agricoles, artisans, commerçants) vers le statut de salarié, celui-ci progresse à nouveau depuis 2008. Les métropoles régionales, Tours et Orléans, portent la croissance de l'emploi, particulièrement le secteur tertiaire, avec une surreprésentation des fonctions métropolitaines, et des emplois liés aux activités numériques.

Entre 1989 et 2019, la démographie et l'emploi progressent au même rythme dans la région (9 % et 8,8 %). Les croissances observées au niveau national sont plus dynamiques, particulièrement concernant l'emploi, avec respectivement + 15,5 % et + 20,6 %. Sur cette période, trois phénomènes majeurs ont profondément reconfiguré le tissu productif de la région : la mondialisation de l'économie, l'essor du numérique et des technologies associées, et le développement des services. À l'échelle du Centre-Val de Loire, ces mutations engendrent d'importantes pertes d'emplois dans les secteurs primaire

et secondaire tandis que le secteur tertiaire continue à en créer, et ainsi à accroître son poids dans l'économie. En 1989, la région comptait 930 000 emplois (salariés et non-salariés), soit 4 % de l'emploi de France métropolitaine ► figures 1 et 2. Le million d'emplois en Centre-Val de Loire est dépassé fin 2019, mais le poids de la région dans l'activité nationale recule (3,6 % de l'emploi en France métropolitaine). S'il est encore trop tôt pour apprécier leurs effets, les conséquences économiques de la crise sanitaire de 2020 pourraient infléchir ces mouvements structurels de long terme.

Maintien d'une spécificité industrielle

Avec 153 500 emplois fin 2019, l'industrie occupe toujours une place importante dans la région. En 1989, elle représentait 25 % des emplois régionaux, 5 points de plus qu'au niveau national. Malgré la perte de 80 000 emplois en 30 ans, cette spécificité industrielle s'est maintenue mais à un degré moindre. En 2019, 15,2 % de l'emploi régional relève de l'industrie, soit 3,5 points de plus qu'en France métropolitaine. Cette désindustrialisation concerne l'ensemble du pays : 1,5 million d'emplois de moins en trois décennies.

► 1. Évolution et structure de l'emploi par grand secteur d'activité en Centre-Val de Loire et en France métropolitaine entre 1989 et 2019

| | Nombre d'emplois 1989 | Nombre d'emplois 2019 | Évolutions 1989-2019 (en nombre) | Évolutions 1989-2019 (en %) | | Structure en 2019 (en %) | |
|------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|
| | Centre-Val de Loire | Centre-Val de Loire | Centre-Val de Loire | Centre-Val de Loire | France métropolitaine | Centre-Val de Loire | France métropolitaine |
| Agriculture | 62 600 | 31 400 | - 31 200 | - 49,9 | - 48,0 | 3,1 | 2,3 |
| Industrie | 234 400 | 153 500 | - 80 900 | - 34,5 | - 30,7 | 15,2 | 11,7 |
| Construction | 70 800 | 64 400 | - 6 400 | - 9,0 | 0,9 | 6,4 | 6,1 |
| Tertiaire marchand | 323 800 | 448 000 | 124 200 | 38,4 | 49,9 | 44,3 | 49,7 |
| Tertiaire non marchand | 238 400 | 314 200 | 75 800 | 31,8 | 34,5 | 31,0 | 30,2 |
| Ensemble | 930 000 | 1 011 500 | 81 500 | 8,8 | 20,6 | 100,0 | 100,0 |

Champ : personnes de 15 ans et plus, emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail.

Sources : Insee, Estimations d'emploi

En partenariat avec :

► 2. Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité détaillé en Centre-Val de Loire entre 1989 et 2019

| | Nombre d'emplois 2019 | Évolutions 1989-2019 (en %) |
|---|-----------------------|-----------------------------|
| Agriculture | 12 518 | 13,9 |
| Industrie dont, | 147 280 | - 35,1 |
| <i>Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac</i> | 20 180 | - 6,9 |
| <i>Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines</i> | 23 040 | - 42,7 |
| <i>Fabrication de matériels de transport</i> | 10 431 | - 59,2 |
| <i>Fabrication d'autres produits industriels</i> | 75 944 | - 38,7 |
| <i>Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</i> | 17 685 | 14,9 |
| Construction | 51 716 | - 6,2 |
| Tertiaire marchand dont, | 398 948 | 44,3 |
| <i>Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles</i> | 110 704 | 13,3 |
| <i>Transports et entreposage</i> | 50 212 | 14,2 |
| <i>Hébergement et restauration</i> | 29 212 | 56,4 |
| <i>Information et communication</i> | 13 321 | 9,9 |
| <i>Activités financières et d'assurance</i> | 30 218 | 20,1 |
| <i>Activités immobilières</i> | 7 045 | 11,3 |
| <i>Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien</i> | 108 888 | 130,2 |
| <i>Autres activités de services</i> | 49 348 | 95,6 |
| Tertiaire non marchand dont, | 297 905 | 30,9 |
| <i>Administration publique</i> | 116 155 | 29,3 |
| <i>Enseignement</i> | 52 041 | - 4,9 |
| <i>Activités pour la santé humaine</i> | 55 447 | 17,8 |
| <i>Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement</i> | 74 262 | 106,8 |
| Ensemble | 908 367 | 14,0 |

Champ : personnes de 15 ans et plus, emploi salarié au lieu de travail.

Sources : Insee, Estimations d'emploi

Cette perte est liée à l'externalisation des activités tertiaires de l'industrie vers les services, aux gains de productivité, et à l'essor de la concurrence internationale et des délocalisations. Le Centre-Val de Loire voit ses emplois industriels diminuer de 35 %, baisse légèrement plus marquée qu'au niveau national (31 %), mais la région est relativement épargnée par rapport à d'autres : Île-de-France (- 49 %), les Hauts-de-France (- 43 %) ou le Grand-Est (- 40 %).

La région est spécialisée dans plusieurs activités industrielles : la fabrication de produits caoutchouc ou plastiques (13 000 emplois), avec Hutchinson dans le Loiret ou Michelin dans le Cher. La production et la distribution d'électricité (10 400 emplois) occupe une place importante avec la présence de quatre centrales nucléaires le long de la Loire. L'industrie pharmaceutique (9 000 emplois), est localisée principalement dans le nord de la région, avec entre autres Novo Nordisk à

Chartres, Servier et Delpharm dans le Loiret ou Ipsen en Eure-et-Loir. Plus au sud, l'industrie du cuir (2 300 emplois) est présente avec les usines Louis Vuitton à Issoudun et Condé dans le Loiret, ainsi qu'à Vendôme (Loir-et-Cher). Par ailleurs, l'industrie cosmétique étend son activité : le site des Parfums Christian Dior à Saint-Jean-de-Braye près d'Orléans qui compte 2 000 employés est le plus grand établissement industriel de la région et il se développe encore avec une nouvelle usine à Chartres (300 emplois). Les industries agroalimentaires et la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ou celle de machines, sont néanmoins les activités rassemblant le plus d'emplois avec respectivement 20 000 et 24 000 emplois.

Forte perte d'emplois dans l'agriculture, et dans une moindre mesure dans la construction

L'agriculture en Centre-Val de Loire est dominée par les cultures céréalières, avec l'Eure-et-Loir comme premier département céréalier de France et la Beauce traditionnellement appelée le « grenier de la France ». Comme l'industrie, mais de façon moins marquée, elle occupe également une place importante dans la région avec 31 400 emplois (3,1 % de l'emploi régional). Mais le secteur fait face à de très importantes pertes d'emplois : 30 000 emplois supprimés en 30 ans, soit une baisse de 50 %, comparable à celle observée à l'échelle nationale. Ces destructions d'emplois concernent essentiellement les non-salariés qui représentaient 80 % des emplois agricoles en 1989, en baisse de 60 %. Cette évolution traduit le passage d'un modèle d'exploitation familiale à celui d'entreprise agricole où le salariat se substitue en partie à une main-d'œuvre familiale. Les exploitations agricoles se concentrent, sont moins nombreuses mais plus grandes, et se mécanisent. Cependant, même si les emplois salariés ont augmenté de 15 %, ils n'ont pas compensé les destructions d'emplois non salariés.

De son côté, la construction a un poids sensiblement identique dans la région et au niveau national, avec 6,4 % des emplois en 2019. Contrairement aux autres grands secteurs, la construction n'a pas connu d'évolutions conséquentes ces trois dernières décennies au-delà des chocs conjoncturels. Dans la région le secteur se replie néanmoins (- 9 %) tandis qu'il est resté stable au niveau national avec une croissance inférieure à 1 % en 30 ans. Ces évolutions sont aussi à mettre en regard avec la faible croissance démographique dans la région qui ne stimule pas la construction de logements et les travaux publics.

200 000 emplois supplémentaires dans le tertiaire entre 1989 et 2019

Principal secteur employeur, le tertiaire rassemble désormais 75 % des emplois régionaux, contre 80 % en métropole. Les services marchands sont moins développés dans la région et représentent 44,3 % de l'emploi pour une part nationale de 49,7 %.

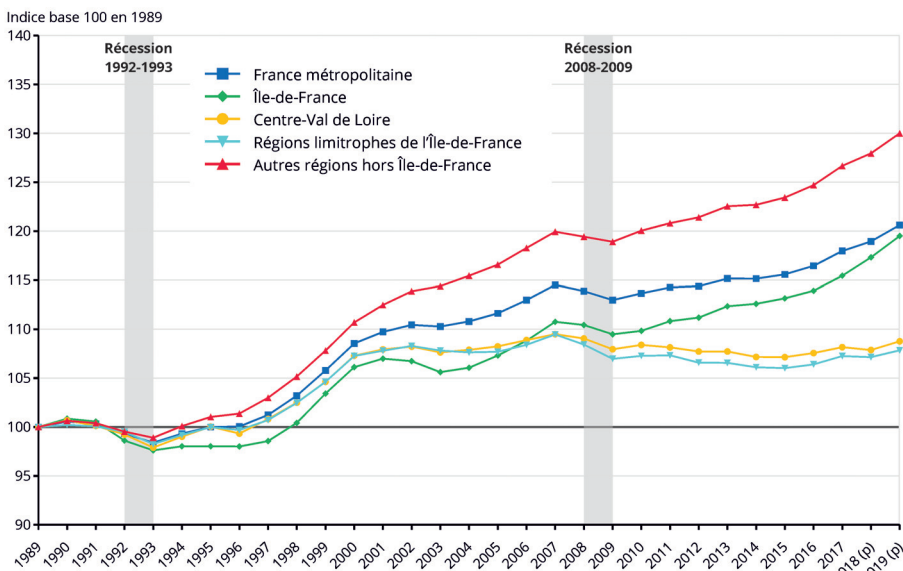
Impact de la Covid19 sur les entreprises régionales

En 2020, l'activité économique régionale a subi une forte baisse lors du premier confinement, jusqu'à - 32 %, puis a connu un rebond pour de nouveau se fragiliser lors du 2^e confinement. Cependant, l'impact de la pandémie et des mesures de confinement a été extrêmement variable selon les secteurs d'activité : alors que l'industrie agroalimentaire a pu préserver son chiffre d'affaires et que l'industrie pharmaceutique l'a vu augmenter de plus de 6 % grâce notamment à la production d'équipements de protection (gel hydroalcoolique), l'industrie des matériels de transport (automobile et aéronautique en tête) a été frappée de plein fouet par la crise sanitaire (- 20 %). La baisse des exportations et la pénurie mondiale de certains matériaux et composants, ont également fortement impacté l'activité des entreprises régionales.

L'emploi, après une année 2019 positive en termes de créations, a baissé de 3 % dans l'industrie, une baisse relativement contenue par rapport à l'amplitude du choc d'activité, grâce essentiellement aux mesures de soutien aux entreprises mises en place comme le chômage partiel. Le travail intérimaire a quant à lui chuté de 25 %. Enfin l'investissement qui avait progressé en 2019 s'est fortement réduit en 2020 (ex : - 30 % dans l'industrie du transport).

L'économie du Centre-Val de Loire reste une économie résiliente, en attestent les enquêtes menées par la Banque de France auprès des chefs d'entreprises régionales dont les anticipations, pessimistes, ont été prises à défaut par des niveaux d'activité plus élevés qu'attendus. L'avenir des entreprises régionales est intimement lié à un intense effort de transformation : diversification, digitalisation, transition écologique et relocalisation seront en effet les clés de leur compétitivité dans les prochaines années.

3. Évolution base 100 de l'emploi de 1989 à 2019



Champ : personnes de 15 ans et plus, emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail.
Source : Insee, Estimations d'emploi

En revanche, les services non marchands (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) sont légèrement plus présents (31,1 % de l'emploi total contre 30,1 % en France métropolitaine).

Le tertiaire gagne 200 000 emplois entre 1989 et 2019 soit une croissance de 35,6 %, pour partie grâce au secteur public (+ 25 000 emplois salariés dans l'administration publique), au développement de l'intérim, à l'externalisation par l'industrie de certaines activités de services, à la croissance des services liés au tourisme, et au fort développement des activités scientifiques, techniques ou numériques et celles de conseil. Ces dernières activités dégagent souvent une forte valeur ajoutée. Les services aux particuliers et aux entreprises progressent dans la région comme au niveau national sans différences marquantes. Par contre, les

services marchands accusent un retard de développement avec une croissance inférieure de 12 points à la moyenne nationale (38 % contre 50 %) conséquence d'une moindre progression des emplois dans les activités touristiques, numériques et commerciales.

Depuis les années 2000, la croissance de l'emploi marque le pas dans les régions voisines de l'Île-de-France

Depuis trente ans, la croissance de l'emploi régional est moins dynamique qu'en France métropolitaine ► **figure 3**. Cette situation est commune à toutes les régions limitrophes de l'Île-de-France : Grand-Est, Hauts-de-France, Normandie, Centre-Val de Loire et Bourgogne-Franche-Comté. Leur tissu productif, davantage

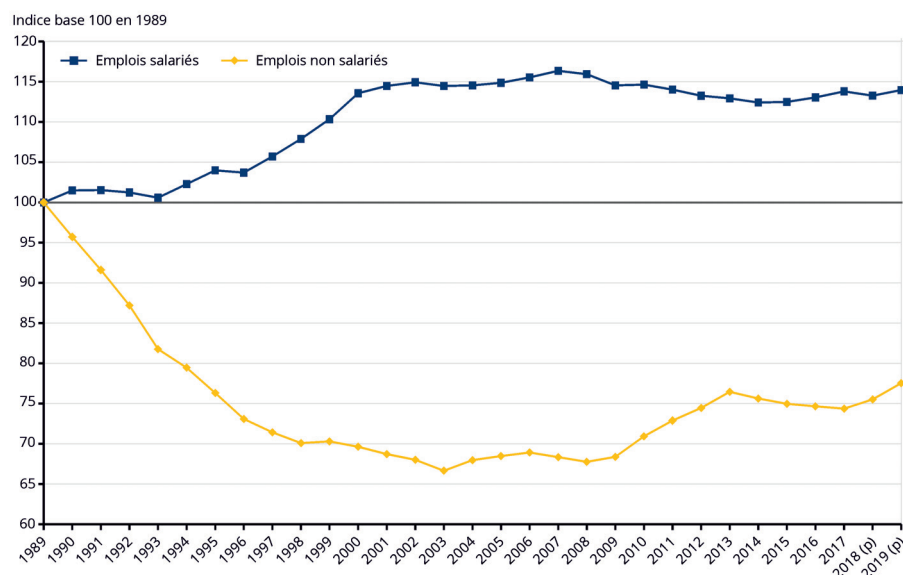
orienté vers l'industrie ou l'agriculture, explique en partie cette croissance en retrait. Le facteur principal tient à la dynamique propre de ces régions pour assurer le développement des emplois tertiaires : une démographie moins favorable, l'absence de grande métropole privant l'économie d'un vecteur d'entraînement majeur, ainsi qu'un moindre développement des secteurs en croissance tel que le numérique. En Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté et Normandie, les emplois liés à l'économie numérique restent inférieurs aux autres régions, en part et en volume. A contrario, les régions de la façade atlantique et de l'arc méditerranéen connaissent un meilleur dynamisme.

Au cours des trente dernières années, toutes les régions ont été impactées par deux récessions économiques ► **définitions** qui se répercutent sur l'emploi : en 1992-1993 et en 2008-2009. Celle de 1993 a été plus brève et la baisse de l'activité moins intense qu'en 2008-2009. Ces épisodes récessifs ont été plus prononcés en Centre-Val de Loire. Ainsi, dès les années 1990, la croissance du produit intérieur brut régional est plus lente qu'en France métropolitaine ou de province. Elle accuse ensuite un décrochage significatif à partir des années 2000 qui s'accroît avec la crise de 2008-2009. Depuis, la situation économique s'améliore légèrement comparativement aux autres régions limitrophes de l'Île-de-France, en particulier dans la sphère productive. Mais, rapportée à sa population, la richesse régionale stagne. Sur la période 1989-2019, le ralentissement de la croissance de la population régionale est également plus net que dans le reste du pays : 9,0 % contre 15,5 %. Ce moindre dynamisme démographique freine la croissance économique par une plus faible demande interne aux agents économiques locaux. En retour, le dynamisme démographique est sans doute aussi affecté par le ralentissement de l'activité.

Une chute du non-salarié jusqu'aux années 2000

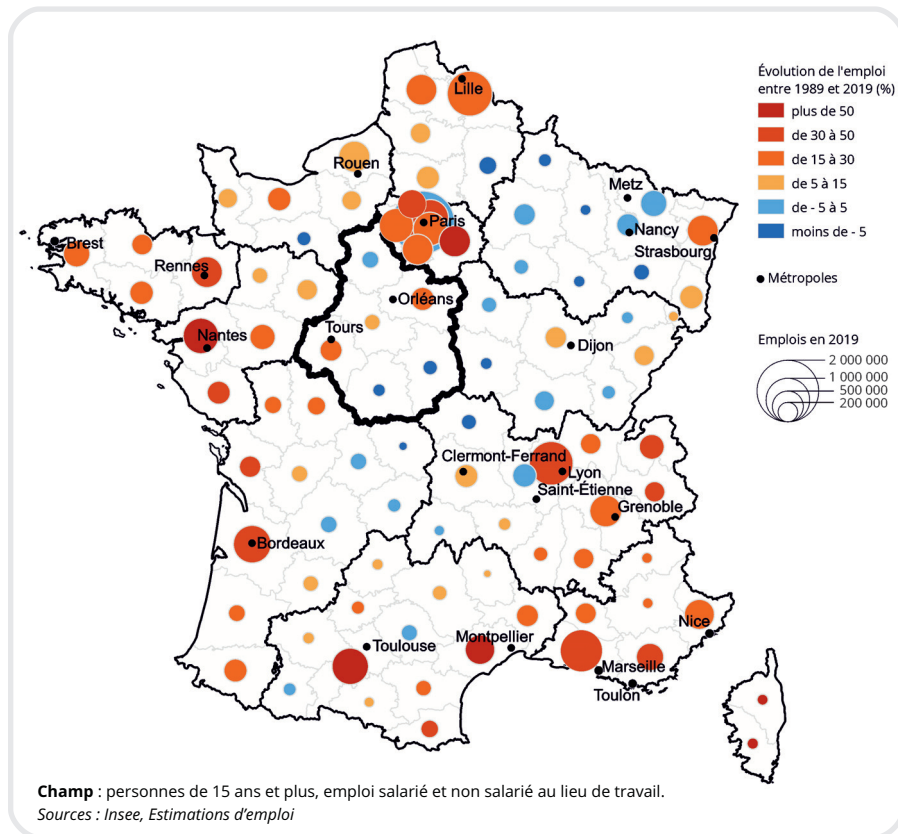
Sur la même période, les emplois non-salariés chutent fortement tant en volume qu'en part, avant de remonter à partir de 2008 ► **figure 4**. Débuté avant les années 1990, le recul de l'emploi non-salarié a accompagné des phénomènes économiques et sociaux profonds sur l'ensemble du territoire régional. La concentration de la production agricole dans des exploitations toujours plus grandes a provoqué le déclin du nombre d'agriculteurs indépendants. Parallèlement, l'emploi artisanal s'est amoindri au fur et à mesure que la production de masse se développait dans les grandes unités manufacturières. Plus récemment, le développement de la grande distribution a provoqué le recul des magasins traditionnels. Les employés des grandes surfaces ont ainsi remplacé des petits commerçants. De même, la croissance des industries agroalimentaires a absorbé une partie des bouchers, charcutiers et boulangers. Cette chute du non-salariat résulte ainsi en grande partie du transfert des « indépendants traditionnels » vers le salariat.

4. Évolution base 100 de l'emploi salarié et non salarié en Centre-Val de Loire de 1989 à 2019



Champ : personnes de 15 ans et plus, emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail.
Source : Insee, Estimations d'emploi

► 5. Évolution de l'emploi dans les départements de France métropolitaine entre 1989 à 2019



Les métropoles, moteurs de la croissance des emplois

Ces trente dernières années, les 22 métropoles françaises se montrent plus attractives que les autres territoires ► **figure 5**, concentrant population et emplois. Ainsi, la croissance de l'emploi est portée par les métropoles dont les plus dynamiques se situent sur la façade atlantique (Rennes, Nantes, Bordeaux) et l'arc méditerranéen (Toulouse, Montpellier, Lyon). En Centre-Val de Loire, la croissance de l'emploi a été plus forte dans la métropole de Tours que dans celle d'Orléans, mais leur poids économique s'est accru pour l'une comme pour l'autre.

La concentration des emplois dans les métropoles s'est donc renforcé, en particulier pour les fonctions métropolitaines : conception-recherche, prestations intellectuelles, commerce inter-entreprises, gestion et culture-loisirs. De même, les emplois liés aux activités numériques qui sont en forte croissance se trouvent surreprésentés dans les métropoles. La structure des activités des plus grandes villes se distingue de plus en plus de celle des autres territoires avec une part du tertiaire plus forte.

Dans le contexte de tertiarisation de l'économie, les métropoles bénéficient à la fois d'une structure sectorielle favorable et d'une croissance de ces secteurs dynamiques plus élevée que la moyenne. Dans les 21 départements disposant d'une métropole (hors Paris), la croissance moyenne de l'emploi entre 1989 et 2019 est de 30 % contre 16 % en province hors métropoles. Elle atteint + 69 % pour la Haute-Garonne, + 61 % pour la Loire-Atlantique ou + 59 % pour l'Hérault. La métropole du Grand Paris, à travers la croissance de la première couronne progresse également de 15 % mais loin de la croissance des métropoles provinciales les plus dynamiques. En Centre-Val de Loire, la croissance de l'emploi du Loiret avec Orléans et de l'Indre-et-Loire avec Tours a été respectivement de 18 % et 19 %, alors qu'elle a été nulle dans le reste de la région. ●

Florian LE GOFF (Insee)

► Pour en savoir plus

- L'économie numérique en Centre-Val de Loire : un secteur diversifié, des métiers d'avenir, Insee Analyses Centre-Val de Loire n°57, novembre 2019.
- Une économie peu dynamique depuis 1990, Insee Analyses Centre-Val de Loire n° 30, mars 2017.
- Trente ans de vie économique et sociale, Insee Références, janvier 2014.
- Économie et Statistique / Economics and Statistics n° 510-511-512, décembre 2019.

La montée du non-salariat après la crise de 2008 ne compense pas la perte du salariat

Depuis une dizaine d'années, la tendance s'est inversée. La baisse des emplois non salariés s'atténue dans certains secteurs comme l'agriculture (par le développement de l'agriculture biologique) ou l'artisanat, et se trouvent compensées par la croissance des emplois non-salariés dans les services (professionnels de la santé, personnels d'études et de recherche, professionnels de la communication et de l'information, professionnels du numérique et des nouvelles technologies, etc.). La récession de 2008-2009 a accéléré le phénomène. Elle induit un fort recul de l'emploi salarié, surtout dans l'industrie, puis dans la construction et dans

les activités tertiaires les plus dépendantes de la bonne santé des deux secteurs précédents. La création en 2009 du statut d'auto-entrepreneur – devenu micro-entrepreneur en 2014 – et la vague d'uberisation de l'économie liée à l'essor du numérique viennent renforcer ces nouveaux comportements. Ainsi, entre 2009 et fin 2019, les emplois non-salariés augmentent (+ 12 200) tandis que les emplois salariés diminuent (- 4 600). Alors qu'elle était tombée sous les 9 % au début des années 2000, la part du non-salariat remonte d'un point fin 2019. Pour autant, la croissance de l'emploi non-salarié ne compense pas encore la baisse de l'emploi salarié observée depuis la dernière décennie. C'est d'autant plus vrai qu'elle peut s'avérer fragile dans la mesure où elle comprend un certain nombre d'emplois précaires.

► Sources et Définitions

Les Estimations d'emploi permettent de comptabiliser l'emploi total (salarié et non salarié) par échelon géographique (jusqu'à la zone d'emploi) en France hors Mayotte.

Depuis le millésime 2007, elles sont issues du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fonde sur l'utilisation de sources administratives. Pour les salariés, il s'agit principalement de la Déclaration sociale nominative (DSN) et des Déclarations annuelles de données sociales (DADS), des données du fichier de paye des agents de l'État et de déclarations spécifiques pour les salariés des particuliers employeurs. Pour les non-salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité sociale agricole (MSA) et pour les non-salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos).

Récession : Période de recul temporaire de l'activité économique d'un pays. Le plus souvent, on parle de récession si l'on observe un recul du Produit Intérieur Brut (PIB) sur au moins deux trimestres consécutifs.

